



L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

NOTE de la RÉDACTION

Nous nous excusons auprès de nos camarades, du retard avec lequel ils recevront ce numéro spécial sur les récents conflits dans la métallurgie de la Région Parisienne.

Nous avons tenu, d'autre part à leur communiquer le maximum de documentation sur la Convention Nationale de l'aviation signée tout récemment.

Le N° ordinaire de mai de "L'O.M." paraîtra à l'heure en son temps. L'O.M.

LES CONFLITS DE LA MÉTALLURGIE de la Région Parisienne

Convention Nationale de l'Aviation

Textes généraux applicables
aux industries nationalisées et libres

En matière d'introduction

Voici bientôt deux ans que le syndicalisme, en France, connaît une vogue qu'il n'avait jamais connue : combien d'événements se sont déroulés depuis, marquant, étape par étape, la longue suite des réformes sociales qui ont apporté un peu de bien-être et de stabilité dans la vie des travailleurs !

L'histoire de tout temps fut marquée par des dates, des faits importants qui sont autant de points de repère délimitant nettement des époques différentes.

L'histoire mondiale contemporaine a le sien, combien tragique : août 1914, que ne sont pas prêts d'oublier ceux qui en subirent les terribles conséquences. Celui de l'histoire du monde du travail français, c'est juin 1936. Avant... après...

Avant ? C'est le libéralisme économique déchaîné, l'emprise de la machine sur l'homme, l'Étre Humain avili sur lequel on spéculait comme sur la dernière des marchandises.

C'est aussi, il faut le dire, le complet dédain de l'ouvrier pour l'organisation syndicale dont le patronat, lui, a compris tout l'intérêt.

C'est l'individualisme désuet de la masse. Egoïsme ? Non. Inconscience... Et ceux qui avaient le courage d'être d'une organisation, qui avaient le cran de militer obscurément pour un idéal dont tous profiteraient, étaient la risée de leurs camarades de travail. Le syndicat ceci, le syndicat cela, chacun y allait de sa petite critique et au lieu de construire, on détruisait.

Et pourtant... La situation n'était pas telle alors que l'on pouvait se permettre de se désintéresser totalement du seul moyen d'existence : les conditions de travail.

Depuis plusieurs années déjà le chômage sévissait et rien n'était entrepris pour le combattre. On manquait de professionnels aujourd'hui, hier ce n'était pas le cas et ceux qui avaient le bonheur de travailler ne pouvaient le faire, à quelques rares exceptions, qu'à des conditions ne leur permettant pas de subvenir dignement à leurs besoins.

Et personne ne réagissait. Ceux qui ne travaillaient pas ne pouvaient se faire entendre et pour cause. Ceux qui travaillaient, avaient trop peur de perdre leur place en faisant montre de sentiments qui auraient été traités de révolutionnaires. Comme le feu sous la cendre, l'orage couvait et allait éclater violent.

L'avènement des masses

Mai 1936. — Elections législatives qui donnent des résultats orientés à gauche. Formation du Front Populaire. On sent que quelque chose est changé, que quelque chose va changer et chacun en son for intérieur le souhaite. Comment cela se fera-t-il ? Nul ne le sait.

Et soudain, c'est la bagarre. Dans les usines d'aviation d'abord la grève éclate, puis chez Renault et, par contagion, partout ailleurs. Qu'y a-t-il à la base de ces conflits ? Des mots d'ordre des organisations alors existantes ? Que non pas. Il me souvient avoir vu un adhérent de la vieille C.G.T. prendre nettement position contre la grève et je vous assure qu'il fallait être animé d'un réel courage pour le faire. (Comme nous au jourd'hui pour défendre la liberté syndicale, sinon plus.) Qui donc, alors, avait donné l'ordre de grève ? Nul ne le sut. On chuchota bien, comme aujourd'hui, sous le manteau, mais c'est tout. Sans doute de légitimes revendications professionnelles, justifiées, en partie, ces grèves, quoique, en maintes usines, on débrayait sans s'être préoccupé d'établir et de présenter un cahier de revendications.

Après la signature des accords Matignon et des premiers contrats collectifs, du vote des lois sociales, tout rentra dans l'ordre. En était-ce fini des grèves ? Pas encore, cette fois, un autre mobile, extra-professionnel, vint poindre.

Une nouvelle période
d'agitation

On le verra à l'occasion de la grève d'une heure de septembre 1936 déclenchée pour hâter, disait-on, l'application des 40 heures. De quelle nature était ce mobile ? Politique. On demandait aux ouvriers d'appuyer une demande du Parti Communiste : l'intervention en Espagne. Rien que cela. Le monde du travail en fut-il dupe ? Non. — Nombreux furent ceux qui ne se soumièrent pas, d'autres qui ne le firent que contraints et forcés. D'autres grèves du même ordre éclatèrent ou faillirent éclater : en octobre 1936, à la veille de l'application des 40 heures, en mars 1937, au lendemain des événements de Clichy et plus près de nous, le 12 novembre 1937. Cette dernière, nettement politique, avorta en partie. Il n'y eut pas simplement les syndiqués chrétiens pour la dénoncer et continuer le travail. Ils furent suivis par de nombreux cégétistes,

las de supporter continuellement des conflits qui ne leur rapportaient rien, mais, au contraire, leur coûtaient.

Calme relatif

En dehors de ces conflits, nettement caractérisés, voulus, préparés et déclenchés au jour et à l'heure dits, périodiquement, sinon journalièrement, des bruits de grève couraient. Heureusement, pour ceux qui ont fait les frais, ils ne se réalisaient pas.

Puis c'est la fin de l'année 1937. Avec elle, arrive à expiration la période pendant laquelle ont été prorogées les conventions collectives. Pendant les deux mois qui ont précédé, la C. G. T. a formulé le désir de voir réviser les conventions collectives et d'en étendre les effets dans le cadre patronal. Elle publia son projet de contrat et ses exigences en matière d'embauchage et de débauchage, en particulier, ne surprirent personne.

Que faisons-nous en regard de cette activité ? Nous ne restions pas en arrière. A plusieurs reprises, nous écrivions aux Chambres patronales et au Ministère du Travail pour demander cette révision et, à notre tour, nous publions un projet de contrat.

31 décembre 1937. Qu'en est-il de la révision ? Rien. — Une nouvelle loi reconduit les conventions nationales et l'assurance est donnée par le gouvernement de régler par voie législative leurs principales clauses. Le premier gouvernement Chautemps étudia des projets de loi et demanda aux organisations syndicales (C. G. T. et C. G. P. F.) de lui faire part de leurs observations. La réunion prévue pour cela échoua lamentablement. Nous protestons énergiquement de n'y avoir pas été convoqués et, en fin de compte, le gouvernement n'est plus. Adieu vœux, vaches, courvées, etc...

(Voir la suite page 4)



La délégation des Syndicats Chrétiens au Ministère du Travail lors de son entrevue avec Monsieur Ramadier le 13 Avril.

De gauche à droite : PRICHELER, BÉRANGER, D'HEILLY, GERSTEL, LÉONARD, M^r PEISSEL, président du groupe parlementaire du syndicalisme chrétien, J. PÉRÉS, M. POIMBEUF, G. LÉONARD et notre ami MECK, dép. du Bas-Rhin

FIN DE JOURNÉE...

La journée a été harassante, comme le fut hier et tel que demain sera. Ah si le travail fait la grandeur de l'homme, il est aussi et terriblement la marque quotidienne d'une inéluctable condamnation.

Il en est peu qui échappent à son inexorable loi. Mais précisément par ce qu'il en échappe, et que ceux-là semblent marqués des signes bienveillants du succès, les hommes que leur naissance même a soumis à la loi du travail nourrissent en leur cœur une intime rancœur contre les possesseurs outragés des richesses innées.

Je m'explique, mon camarade et mon frère. L'ouvrier a toujours été une sorte de synonyme vivant de la révolte et de l'envie. Un observateur placé entre la classe ouvrière et ce qu'on peut appeler avec une nuance péjorative, la classe bourgeoise, ferait de curieuses observations.

D'abord, il place systématiquement à gauche tout ce qui porte

salopette ou « bleu » et à sa droite toute ce qui revêt quotidiennement le costume de bonne coupe et ne se salit point les mains dans les graisses et les cambouis. C'est étonnant, c'est injuste, mais c'est ainsi et on n'y peut rien.

Regardant à gauche, notre observateur qui n'est peut-être pas absolument impartial — mais existe-t-il vraiment des observateurs étrangers à toute influence ? — voit un peuple en effervescence perpétuelle, jamais satisfait de son sort, sensible à toutes les démagogues et apte à toutes les extrémités. A droite, puis-que droite il y a, ce sont des « gens bien », sachant s'exprimer

et ayant une façon bien à eux de marquer qu'ils sont d'une classe supérieure. La plupart d'entre eux ne sont pas plus riches que ceux d'en face. Cela ne fait rien, comme eut dit Cyrano de Bergerac « leur cyrano d'estomac étincelle au soleil ». Ils sont systématiquement opposés à tout ce qui est neuf, des idées et des faits et des hommes. Ils ont une fois pour toutes meublé leur vie de principes hérités, qui sont bien parfois un peu écornés, mais qu'ils « conservent » comme on garde des reliques. C'est même peut-être à cause de cela qu'on les baptise conservateurs.

A gauche, des gens au cœur généreux, dont il peut arriver qu'on égare cette force généreuse et qu'on la fasse servir à des destins moins beaux.

A droite, des gens qui ne sont pas inaccessibles aux grandeurs humaines, mais qu'une vie trop factice éloigne des devoirs nouveaux qui s'offraient à eux.

(Voir la suite page 2.)

La sentence surarbitrale pour la Métallurgie de la Région Parisienne...

... OU UNE GRÈVE POUR RIEN

M. Henri Giraud a rendu, le 19 avril, une sentence surarbitrale dont voici le texte « in extenso » :

Le soussigné, Henri Giraud, directeur général des Travaux de Paris, désigné par lettres de M. le Ministre du Travail, en date des 14 et 17 avril, pour résoudre, en qualité de surarbitre les deux conflits du travail survenus entre : d'une part, le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne et la Société André Citroën ; et d'autre part, l'Union Syndicale des Ouvriers Métallurgistes et la Fédération des Techniciens, Dessinateurs et assimilés, affiliés à la C.G.T. ;

Vu la sentence arbitrale, rendue le 24 décembre 1937 par M. Brin, président de Chambre à la Cour des Comptes, et les sentences antérieures ; les conventions collectives intervenues entre les parties ; le procès-verbal de la réunion tenue le 12 avril par la Commission de Conciliation du département de la Seine, et duquel il résulte que la mission des arbitres est de statuer sur : « les circonstances dans lesquelles s'est produite la grève générale des industries métallurgiques et sur la solution à apporter à ce différend dans le cadre des lois du 31 décembre 1936 et du 4 mars 1938 » ; le procès-verbal de la réunion tenue le 16 avril par la Commission de conciliation et définissant dans les mêmes termes que ci-dessus la mission des arbitres ; le procès-verbal en date du 15 avril, établi par M. Aniot, arbitre patronal et par M. Gatignol, arbitre ouvrier, et duquel il résulte

que les arbitres n'ont pu arriver à établir entre eux un accord ; les lois et règlements relatifs aux conflits du travail ;

Qu'il les arbitres, tant patronal qu'ouvrier, ainsi que les délégués patronaux et ouvriers ;

Vu les deux déclarations versées aux débats par l'arbitre patronal pour soutenir l'irrévocabilité de toute demande d'augmentation de salaires ;

Agissant conformément aux dispositions de la loi du 4 mars 1938 :

1^{re} Causes du conflit

Considérant : que la grève a été précédée d'une demande d'augmentation de salaires destinée à tenir compte de la hausse du prix de la vie et d'une demande de modification des contrats collectifs ; qu'à vrai dire, dans beaucoup de maisons, ces demandes ont été présentées très peu de temps avant l'ordre de grève ; qu'en tout cas, et contrairement aux prescriptions précises des articles 1 et 2 de la loi du 31 décembre 1936, le mouvement de grève et d'occupation a été généralisé avant même le commencement de la procédure de conciliation ; que ces manquements à la loi auraient rendu difficile la continuation de la procédure régulière d'arbitrage si, sur la demande du Ministre du Travail, les ouvriers n'avaient pas évacué les usines et promis de reprendre le travail le 20 avril ;

Considérant qu'il est sans intérêt pratique de pousser plus loin l'étude du conflit pour discerner les causes secondaires qui ont pu con-

(Voir la suite page 2)

duire à agir avec une telle précipitation et hors du cadre légal ? En fait l'avis que les délégués principaux du conflit sont celles relatives au désir d'une augmentation de salaires.

2. **Solution à adopter.**
Au point de vue des salaires
Considérant : que la revendication exprimée par les délégués ouvriers et ceux de leurs collaborateurs est de voir augmenter les salaires pour tenir compte de la hausse du prix de la vie, et de voir modifier la modification des conventions collectives, en tenant compte du caractère de la revendication, car elles n'ont été émises par aucune des parties ; que, d'après l'article 10 de la loi du 4 mars 1938, les procédures de conciliation et d'arbitrage peuvent s'appliquer notamment en cas de variation notable du coût de la vie, et qu'il y a lieu de saisir les arbitres des différends de ces revendications et d'arrêter, en conséquence, les salaires contenus dans les contrats collectifs ;

Mais, considérant que cette intervention des arbitres doit être soumise strictement par les paragraphes 2 et 7 du dit article, qui précise que la demande en tant qu'elle est recevable si la variation de l'indice (précisé par la loi comme étant celui du prix de la vie d'une famille de quatre personnes) le dépassement (considéré) est d'au moins 5 % par rapport à l'indice arrêté à la fin de la période précédente, et qui ont été fixés les salaires en cause ; que, dans ce cas, la révision des salaires doit être soumise à l'arbitrage.

QUE, TOUS LES SIX MOIS, A MOINS QUE LA VARIATION D'INDICE NE SOIT DE 5 % ; Considérant que l'indice dont il s'agit a été fixé à 112,4 pour le quatrième trimestre 1937, pendant lequel a été rendue la sentence de M. Brin, qui a fixé les salaires actuellement pratiqués et qui est datée du 24 décembre 1937 ; que cet indice est maintenant à 124,4 (premier trimestre 1938) ; qu'il s'ensuit une variation de 10,7 % par rapport à l'indice précédent ;

Que, par suite, aucune des deux conditions fixées par l'article 10 de la loi pour permettre la révision des salaires n'est remplie au moment et qu'il en résulte pour l'arbitre, obligé par l'article 9 de la loi de juger conformément au droit commun, l'impossibilité légale de déclarer actuellement recevable la demande d'ajustement des salaires (cette situation étant, d'ailleurs, susceptible de se modifier dans un assez court délai) ;

Que l'arbitre ouvrier a bien fait valoir que les sentences arbitrales antérieures s'appliquaient aux salaires réellement payés et non pas aux salaires minimaux prévus par la convention collective de juin 1936, pour lesquels les deux conditions fixées par la loi pour permettre la révision des salaires n'ont été remplies ; que cette affirmation est erronée, la sentence arbitrale visant explicitement les salaires minimaux ;

Que, par suite, aucune des deux conditions fixées par l'article 10 de la loi pour permettre la révision des salaires n'est remplie au moment et qu'il en résulte pour l'arbitre, obligé par l'article 9 de la loi de juger conformément au droit commun, l'impossibilité légale de déclarer actuellement recevable la demande d'ajustement des salaires (cette situation étant, d'ailleurs, susceptible de se modifier dans un assez court délai) ;

Que l'arbitre ouvrier a bien fait valoir que les sentences arbitrales antérieures s'appliquaient aux salaires réellement payés et non pas aux salaires minimaux prévus par la convention collective de juin 1936, pour lesquels les deux conditions fixées par la loi pour permettre la révision des salaires n'ont été remplies ; que cette affirmation est erronée, la sentence arbitrale visant explicitement les salaires réellement payés et non pas les salaires minimaux prévus par la convention collective de juin 1936, pour lesquels les deux conditions fixées par la loi pour permettre la révision des salaires n'ont été remplies ;

Aussi l'arbitre soussigné recommande-t-il instamment aux parties contractantes de se conformer aux recommandations pressantes, celles-ci n'ayant pu prendre place dans la sentence, la première parce que les mesures préconisées n'ont été demandées, ni par les ouvriers, ni par les patrons, la seconde, parce que seul le accord volontaire des parties peut la réaliser ;

1° Un certain nombre d'usines ou d'établissements auxquels s'applique la présente sentence, ont encouru la plus grande partie de leur activité à l'exécution de commandes passées par les Services de la Défense Nationale, et ont dû insister sur l'intérêt national qui s'attache à ce que ces commandes soient exécutées avec le maximum de rapidité ;

Aussi l'arbitre soussigné recommande-t-il instamment aux parties contractantes de se conformer aux recommandations pressantes, celles-ci n'ayant pu prendre place dans la sentence, la première parce que les mesures préconisées n'ont été demandées, ni par les ouvriers, ni par les patrons, la seconde, parce que seul le accord volontaire des parties peut la réaliser ;

Sauf cas d'impossibilité, les heures supplémentaires ainsi faites, payées au taux normal, seraient réparties sur les cinq jours habituels de travail et laissées à la disposition des ouvriers, à leur convenance, après avis de l'Administration de la Défense Nationale, sous réserve de fabrication ;

Pendant la période des dérogations, les licenciements seraient suspendus, au besoin, en cas de mutations faites dans les industries intéressées et dans le cadre de la région ;

Pendant cette même période les salaires horaires seraient majorés de 0 fr. 75. L'augmentation des salaires horaires pour les heures supplémentaires, de 165 fr. par mois ; les pourraient également être appliqués à faire les mêmes heures que les ouvriers et les heures ainsi faites seraient payées dans les mêmes conditions que pour ces derniers ;

2° La seconde recommandation vise l'étude qui se poursuit précisément en ce moment entre les patrons d'une part, les ouvriers et les collaborateurs d'autre part, en vue de la modification des conventions collectives ;

3° Les salaires assignés estime que les parties devraient profiter de cette révision pour tenir compte, dans l'établissement des salaires, des indices les plus récents ;

4° L'arbitre collaborateur a demandé l'application du paragraphe 3 d'une sentence rendue par M. Biondi le 24 février 1938 et stipulant que les parties devraient revenir devant lui dans le délai d'un mois en cas de persistance du désaccord ; que cette ques-

tion échappe de toute évidence au surarbitrage actuel et que la Fédération des Salaires, directement à M. Biondi ; que les délégués ouvriers ont exprimé le désir que la sentence contienne des dispositions en ce qui concerne les conditions de la reprise du personnel occupé avant la grève, et notamment la date limite de cette reprise, ainsi que le paiement des salaires pendant la période de reprise ;

DECIDE :
1° Les demandes de révisions des salaires sont ACTUELLEMENT IRRECEVABLES, les conditions précisées par l'article 10 de la loi du 4 mars 1938 n'étant pas remplies pour le moment ;

ARTICLE 2. — Le travail n'a pu être repris pour tout le personnel le mardi 19 avril, notamment dans les établissements comportant une organisation nécessitant une reprise progressive du travail, mais les demandes en tant qu'elles sont recevables qu'au plus tard pour le premier poste du jeudi 21 avril, tous les collaborateurs et ouvriers occupés avant la grève soient à nouveau employés. Ceux qui n'auront pu travailler ces deux jours ou un jour de repos seront réintégrés ces journées s'ils en font la demande ;

ARTICLE 3. — Il n'y aura PAS DE Pénalités de RETRAITE POUR FAITS DE GREVE ;

ARTICLE 4. — Les salaires acquis par les ouvriers avant la grève ne seront pas affectés à la grève, mais, sans attendre les propositions de la Commission des Salaires, les salaires actuellement pratiqués et qui est datée du 24 décembre 1937 ; que cet indice est maintenant à 124,4 (premier trimestre 1938) ; qu'il s'ensuit une variation de 10,7 % par rapport à l'indice précédent ;

Que, par suite, aucune des deux conditions fixées par l'article 10 de la loi pour permettre la révision des salaires n'est remplie au moment et qu'il en résulte pour l'arbitre, obligé par l'article 9 de la loi de juger conformément au droit commun, l'impossibilité légale de déclarer actuellement recevable la demande d'ajustement des salaires (cette situation étant, d'ailleurs, susceptible de se modifier dans un assez court délai) ;

Que l'arbitre ouvrier a bien fait valoir que les sentences arbitrales antérieures s'appliquaient aux salaires réellement payés et non pas aux salaires minimaux prévus par la convention collective de juin 1936, pour lesquels les deux conditions fixées par la loi pour permettre la révision des salaires n'ont été remplies ; que cette affirmation est erronée, la sentence arbitrale visant explicitement les salaires réellement payés et non pas les salaires minimaux prévus par la convention collective de juin 1936, pour lesquels les deux conditions fixées par la loi pour permettre la révision des salaires n'ont été remplies ;

Aussi l'arbitre soussigné recommande-t-il instamment aux parties contractantes de se conformer aux recommandations pressantes, celles-ci n'ayant pu prendre place dans la sentence, la première parce que les mesures préconisées n'ont été demandées, ni par les ouvriers, ni par les patrons, la seconde, parce que seul le accord volontaire des parties peut la réaliser ;

Sauf cas d'impossibilité, les heures supplémentaires ainsi faites, payées au taux normal, seraient réparties sur les cinq jours habituels de travail et laissées à la disposition des ouvriers, à leur convenance, après avis de l'Administration de la Défense Nationale, sous réserve de fabrication ;

Pendant la période des dérogations, les licenciements seraient suspendus, au besoin, en cas de mutations faites dans les industries intéressées et dans le cadre de la région ;

Pendant cette même période les salaires horaires seraient majorés de 0 fr. 75. L'augmentation des salaires horaires pour les heures supplémentaires, de 165 fr. par mois ; les pourraient également être appliqués à faire les mêmes heures que les ouvriers et les heures ainsi faites seraient payées dans les mêmes conditions que pour ces derniers ;

2° La seconde recommandation vise l'étude qui se poursuit précisément en ce moment entre les patrons d'une part, les ouvriers et les collaborateurs d'autre part, en vue de la modification des conventions collectives ;

3° Les salaires assignés estime que les parties devraient profiter de cette révision pour tenir compte, dans l'établissement des salaires, des indices les plus récents ;

4° L'arbitre collaborateur a demandé l'application du paragraphe 3 d'une sentence rendue par M. Biondi le 24 février 1938 et stipulant que les parties devraient revenir devant lui dans le délai d'un mois en cas de persistance du désaccord ; que cette ques-

Texte de la Convention

(Suite de la 1^{re} page)

ARTICLE 16. — VOTE
2^{ème} §. — Dans chaque collège, il sera élu, à deux voix distinctes, l'un pour le ou les délégués titulaires, l'autre pour le ou les délégués suppléants à élire ;

3^{ème} §. — Les électeurs qui leur éloignement empêcherait de se rendre au scrutin pourront voter par correspondance. A cette fin, la Direction leur fera parvenir la liste des éligibles de leur collège électoral ;

ARTICLE 18
ELECTION COMPLEMENTAIRE
En cas de vacance définitive d'un poste de délégué titulaire, le collège suppléant remplira provisoirement les fonctions de délégué titulaire et une élection pour le poste vacant aura lieu dans le mois ;

ARTICLE 22
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 24
HEURES SUPPLEMENTAIRES
Les heures supplémentaires de travail effectuées en vertu de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 26
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 28
ENGAGEMENT
1^{er} §. — Pour les emplois à pourvoir, les employeurs doivent s'adresser à un office public de placement ou à l'un des bureaux légalement créés dans le département, soit par le bureau pouvant être constitué à l'usine même, sous forme d'un bureau paritaire résident ;

2^{ème} §. — Tout candidat, ayant donné satisfaction au cours de la période normale d'essai est engagé au plus tard à l'expiration de cette période, à moins qu'il ne soit avisé, dans un délai de dix jours, de la décision du candidat en lui précisant sa catégorie et ses appointements ;

3^{ème} §. — Après une épreuve préliminaire jugée favorable par la Direction, le candidat est soumis à une période d'essai de 40 heures pendant laquelle les parties peuvent se retirer à tout moment ;

4^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

5^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

6^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

7^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

8^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

9^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

10^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

Texte de la Convention

(Suite de la 1^{re} page)

ARTICLE 16. — VOTE
2^{ème} §. — Dans chaque collège, il sera élu, à deux voix distinctes, l'un pour le ou les délégués titulaires, l'autre pour le ou les délégués suppléants à élire ;

3^{ème} §. — Les électeurs qui leur éloignement empêcherait de se rendre au scrutin pourront voter par correspondance. A cette fin, la Direction leur fera parvenir la liste des éligibles de leur collège électoral ;

ARTICLE 18
ELECTION COMPLEMENTAIRE
En cas de vacance définitive d'un poste de délégué titulaire, le collège suppléant remplira provisoirement les fonctions de délégué titulaire et une élection pour le poste vacant aura lieu dans le mois ;

ARTICLE 22
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 24
HEURES SUPPLEMENTAIRES
Les heures supplémentaires de travail effectuées en vertu de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 26
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 28
ENGAGEMENT
1^{er} §. — Pour les emplois à pourvoir, les employeurs doivent s'adresser à un office public de placement ou à l'un des bureaux légalement créés dans le département, soit par le bureau pouvant être constitué à l'usine même, sous forme d'un bureau paritaire résident ;

2^{ème} §. — Tout candidat, ayant donné satisfaction au cours de la période normale d'essai est engagé au plus tard à l'expiration de cette période, à moins qu'il ne soit avisé, dans un délai de dix jours, de la décision du candidat en lui précisant sa catégorie et ses appointements ;

3^{ème} §. — Après une épreuve préliminaire jugée favorable par la Direction, le candidat est soumis à une période d'essai de 40 heures pendant laquelle les parties peuvent se retirer à tout moment ;

4^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

5^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

6^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

7^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

8^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

9^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

10^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

Texte de la Convention

(Suite de la 1^{re} page)

ARTICLE 16. — VOTE
2^{ème} §. — Dans chaque collège, il sera élu, à deux voix distinctes, l'un pour le ou les délégués titulaires, l'autre pour le ou les délégués suppléants à élire ;

3^{ème} §. — Les électeurs qui leur éloignement empêcherait de se rendre au scrutin pourront voter par correspondance. A cette fin, la Direction leur fera parvenir la liste des éligibles de leur collège électoral ;

ARTICLE 18
ELECTION COMPLEMENTAIRE
En cas de vacance définitive d'un poste de délégué titulaire, le collège suppléant remplira provisoirement les fonctions de délégué titulaire et une élection pour le poste vacant aura lieu dans le mois ;

ARTICLE 22
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 24
HEURES SUPPLEMENTAIRES
Les heures supplémentaires de travail effectuées en vertu de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 26
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 28
ENGAGEMENT
1^{er} §. — Pour les emplois à pourvoir, les employeurs doivent s'adresser à un office public de placement ou à l'un des bureaux légalement créés dans le département, soit par le bureau pouvant être constitué à l'usine même, sous forme d'un bureau paritaire résident ;

2^{ème} §. — Tout candidat, ayant donné satisfaction au cours de la période normale d'essai est engagé au plus tard à l'expiration de cette période, à moins qu'il ne soit avisé, dans un délai de dix jours, de la décision du candidat en lui précisant sa catégorie et ses appointements ;

3^{ème} §. — Après une épreuve préliminaire jugée favorable par la Direction, le candidat est soumis à une période d'essai de 40 heures pendant laquelle les parties peuvent se retirer à tout moment ;

4^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

5^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

6^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

7^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

8^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

9^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

10^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

Texte de la Convention

(Suite de la 1^{re} page)

ARTICLE 16. — VOTE
2^{ème} §. — Dans chaque collège, il sera élu, à deux voix distinctes, l'un pour le ou les délégués titulaires, l'autre pour le ou les délégués suppléants à élire ;

3^{ème} §. — Les électeurs qui leur éloignement empêcherait de se rendre au scrutin pourront voter par correspondance. A cette fin, la Direction leur fera parvenir la liste des éligibles de leur collège électoral ;

ARTICLE 18
ELECTION COMPLEMENTAIRE
En cas de vacance définitive d'un poste de délégué titulaire, le collège suppléant remplira provisoirement les fonctions de délégué titulaire et une élection pour le poste vacant aura lieu dans le mois ;

ARTICLE 22
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 24
HEURES SUPPLEMENTAIRES
Les heures supplémentaires de travail effectuées en vertu de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 26
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 28
ENGAGEMENT
1^{er} §. — Pour les emplois à pourvoir, les employeurs doivent s'adresser à un office public de placement ou à l'un des bureaux légalement créés dans le département, soit par le bureau pouvant être constitué à l'usine même, sous forme d'un bureau paritaire résident ;

2^{ème} §. — Tout candidat, ayant donné satisfaction au cours de la période normale d'essai est engagé au plus tard à l'expiration de cette période, à moins qu'il ne soit avisé, dans un délai de dix jours, de la décision du candidat en lui précisant sa catégorie et ses appointements ;

3^{ème} §. — Après une épreuve préliminaire jugée favorable par la Direction, le candidat est soumis à une période d'essai de 40 heures pendant laquelle les parties peuvent se retirer à tout moment ;

4^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

5^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

6^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

7^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

8^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

9^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

10^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

Texte de la Convention

(Suite de la 1^{re} page)

ARTICLE 16. — VOTE
2^{ème} §. — Dans chaque collège, il sera élu, à deux voix distinctes, l'un pour le ou les délégués titulaires, l'autre pour le ou les délégués suppléants à élire ;

3^{ème} §. — Les électeurs qui leur éloignement empêcherait de se rendre au scrutin pourront voter par correspondance. A cette fin, la Direction leur fera parvenir la liste des éligibles de leur collège électoral ;

ARTICLE 18
ELECTION COMPLEMENTAIRE
En cas de vacance définitive d'un poste de délégué titulaire, le collège suppléant remplira provisoirement les fonctions de délégué titulaire et une élection pour le poste vacant aura lieu dans le mois ;

ARTICLE 22
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 24
HEURES SUPPLEMENTAIRES
Les heures supplémentaires de travail effectuées en vertu de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 26
RECUPEMENT DES HEURES PERDUES
La récupération des heures de travail perdues dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 3 du décret du 27 octobre 1936, les heures perdues seront récupérées au tarif normal sans majoration, étant entendu qu'à titre d'indemnité de dégrèvement pour les heures de travail commencées et interrompues pour les mêmes causes, il sera payé à l'ouvrier, à titre d'indemnité, le salaire qu'il aurait pu percevoir ;

ARTICLE 28
ENGAGEMENT
1^{er} §. — Pour les emplois à pourvoir, les employeurs doivent s'adresser à un office public de placement ou à l'un des bureaux légalement créés dans le département, soit par le bureau pouvant être constitué à l'usine même, sous forme d'un bureau paritaire résident ;

2^{ème} §. — Tout candidat, ayant donné satisfaction au cours de la période normale d'essai est engagé au plus tard à l'expiration de cette période, à moins qu'il ne soit avisé, dans un délai de dix jours, de la décision du candidat en lui précisant sa catégorie et ses appointements ;

3^{ème} §. — Après une épreuve préliminaire jugée favorable par la Direction, le candidat est soumis à une période d'essai de 40 heures pendant laquelle les parties peuvent se retirer à tout moment ;

4^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

5^{ème} §. — L'ouvrier ouvrier doit pouvoir exécuter, dans les temps normaux, les outillages et appareillages établis par le Bureau d'Etudes qui, en plus, comprend les opérations de tracé et mise au point ressortissant à sa catégorie professionnelle ;

6^{ème} §. —

Les Conflits de la Métallurgie de la Région Parisienne

(Suite de la 1^{re} page.)

Deuxième gouvernement Chautemps. Reprise des projets de loi devant constituer ce que l'on nomme le Statut moderne du travail. Cette fois, c'est la Commission du Travail de la Chambre qui est chargée de connaître les desiderata des organisations patronales et ouvrières, au pluriel.

Enfin le syndicalisme chrétien obtient le droit de cité

Fait sans précédent, à côté de la C.G.T., la C.F.T.C. est officiellement convoquée à se faire entendre. Nous n'y manquons pas et là, comme quelques jours plus tôt près de M. Frossard, à la présidence du Conseil, nous formulons des observations, nous apportons des rectifications de textes au projet et nous réaffirmons notre souci de sauvegarder la liberté syndicale.

Nous avons été convoqués officiellement, mais la partie n'est pas encore gagnée, on s'en apercevra quelques jours plus tard, lors de la discussion d'un des six projets de loi déposés : celui relatif à la conciliation à l'arbitrage obligatoire.

Chacun sait combien jusqu'ici nous dûmes batailler autour de la formule « les organisations patronales et ouvrières les plus représentatives » que certains voulaient à toute force voir au singulier, se réservant ainsi un véritable monopole de représentation ouvrière.

Cela n'est pas. Le texte de cette loi est rédigé au pluriel, reconnaissant la pluralité des organisations tant patronales qu'ouvrières et faisant ainsi échec à toute espèce de monopole. Mais ne nous réjouissons pas trop tôt, gare aux réglemens d'administration publique. Ils pourraient bien nous réserver encore des surprises.

Une première loi est donc votée qui prévoit, en plus de la conciliation et l'arbitrage, les conditions dans lesquelles les salaires pourront être rajustés. Voyons le calendrier : 4 mars. Quatre jours de retard et un seul projet sur six a vu le jour.

La situation extérieure est tendue, les jours s'écoulent, le gouvernement a d'autres chiens à fouetter.

L'agitation reprend : c'est la grève

Brutalement, le 24 mars, sans que l'on s'y attende, sans que rien ne l'ait laissé prévoir, dérayage chez Citroën. Qui a donné l'ordre ? Personne...

« — Pourquoi qu'on débraye ? — Tu ne le sais pas ? On va te le dire. Tout le monde dans la cour. »

Et d'un pas trainard, en rouspétant, on va dans la cour.

« — La vie est chère, voulez-vous un rajustement de salaires ? — Oui. — Voulez-vous qu'on signe la convention collective ? — Oui. »

Et voilà. La grève est déclenchée, ainsi le veut une poignée de meneurs. Nombreux pourtant sont ceux qui ont demandé le vote secret quand ils se sont aperçus que l'on se jouait d'eux. La réponse à leur demande ? Elle ne s'est pas fait attendre :

« C'est une institution bourgeoise dont on a que faire. » Et immédiatement les piquets de grève désignés d'avance bloquaient les portes, les brassards rouges sortaient des poches, les haut parleurs installés en vitesse : 55 minutes après l'arrêt du travail chez Gnome-Rhône (Kellermann), le 25 mars. Vers le 10 mars, dans cette maison, un ouvrier venait travailler, sa couverture sous le bras en prévision de coucher sur le tas. Est-ce cela qu'on appelle un mouvement spontané ? Pourquoi donc les dirigeants de l'Union syndicale des métaux de la région parisienne et ceux de la Fédération des métaux, qui comptent parmi leurs dirigeants des députés inscrits au Parti Communiste, n'acceptèrent pas, dès le début, comme ils le firent par la suite, les responsabilités du mouvement ? Que veulent-ils donc ménager ?

Partout la grève fut imposée suivant le même processus. Veut-on d'autres détails ? Chez Panhard, 50 % du personnel réclame le vote secret. Un délégué venu de l'extérieur est hué et ne peut guère parler plus de cinq minutes. N'empêche la grève est effective. Promesse est bien donnée de procéder à un vote secret... le lendemain. Promesse illusoire et va te promener. Le vote a lieu, mais pour les collaboreurs. Il est défavorable à la grève, comme partout, mais est-ce que cela compte ?...

Chenard et Valcker. Les palabres durent jusqu'à l'heure de sortie normale du travail. A ce moment-là le délégué s'écrie : « Que ceux qui réclament le vote secret fichent le camp ! » Ce qui se fait incontinent et il est facile à ceux restant en petit nombre, renforcés d'éléments venus de l'extérieur de décréter la grève à mains levées, bien entendu.

11 Avril : Le Mouvement s'amplifie

Renault. L'immense usine, dont la superficie est égale à la ville de Chartres (la cathédrale en moins évidemment) et qui compte quelque 32.000 ouvriers, 2.000 employés et 4.000 agents de maîtrise

et techniciens, ne pouvait organiser rapidement un vote après avoir mis les ouvriers en face des responsabilités à prendre. Qu'à cela ne tienne, on s'en passe. Et vogue la gaïère. Les syndiqués chrétiens de cette firme ne veulent pas se laisser faire. Ils n'ont pas la possibilité de retourner la situation, mais ils veulent qu'on sache pour quoi ils ne sont pas partie à la grève, partant qu'ils n'occupent pas. Ils vont trouver le responsable C.G.T. et lui tiennent ce langage : « Nous sommes pour la révision des salaires et le maintien du pouvoir d'achat, mais nous ne croyons pas à l'opportunité d'une grève en ce moment et nos revendications peuvent aboutir par d'autres moyens, nous vous laissons l'entière responsabilité du mouvement. » A quoi, il est répondu : « Nous comprenons votre position. Vous aurez liberté d'aller et venir dans l'usine sur présentation de votre carte syndicale. » Et voilà pourquoi dans l'Humanité du lendemain on put voir ce titre pompeux « Cégétistes et Chrétiens fraternellement unis ». Ce n'est pas plus difficile que cela et après on tire l'échelle.

Seulement, toute médaille a son revers et si, par des mouvements et des chantages de cet ordre, messieurs, vous espérez entretenir une flamme qui s'éteint, vous allez à l'encontre de votre but. Nombreux sont vos amis d'hier qui sont venus nous donner leur adhésion. Nous acceptons de tels renégats, ils nous font honneur.

Ce n'est pas vrai ! Pourquoi donc celui-ci des vôtres est venu nous trouver et nous tint ce langage : « donnez-moi la preuve que vous ne participez pas à la grève et que vous n'occupez pas. Mon délégué m'a demandé de la lui rapporter, car il a l'impression qu'on lui bourre la caisse. » Voilà le langage que nous tiennent ceux que vous avez embrigadés et dont vous tentez vainement la domestication. Maintenant qu'ils comprennent, ils se dirigent vers l'organisation qui les libère de toutes tutelles jusque et y compris celle d'un syndicalisme autoritaire que vous tentez d'imposer, sous couvert de démocratie ou de République française.

C'est ainsi que la grève a pris corps dans la majorité des entreprises, principalement les grosses. Dans quelques autres, moyennes et petites, il n'en a pas été de même. Ainsi, chez Geoffroy-Delore où sur 500 ouvriers, 300 se prononcent pour travailler. Les autres occupent... Qu'ont-ils gagné ? L'usine ne faisant que 28 heures la semaine, les 300 « dissidents » travailleront 40 heures, les occupants se contenteront de regarder. Peut-être, qu'également aux Forges et Ateliers de constructions électriques de Jeumont, à La Plaine Saint-Denis, il eut été possible de ne pas débrayer puisque, si tôt la grève déclarée, les lieux furent abandonnés par la grosse majorité du personnel, ce qui fit dire au délégué arrivant sur place pour haranguer la foule : « En représailles, tous ceux qui sont partis seront rayés de la C. G. T. »

A part cela, la grève était le fait des ouvriers... Regrettons simplement une chose : que trop nombreux sont encore ceux qui n'ont pas eu le courage de secouer le joug qui, comme une lourde chaîne de plomb, pèse sur eux. Souhaitons que d'ici peu ils se débarrassent de cette tutelle qui les empêche de militer vraiment en toute liberté, pour la défense légitime de leurs intérêts.

Les "anti" s'agitent

L'action « Indépendante » juin 1936 a vu éclore une pléiade d'organisations plus indépendantes les unes que les autres de la classe ouvrière, mais entièrement dépendantes du patronat et de la politique. Leur action : toute papyrassière : des tracts, des affiches, des journaux et pour payer tout cela des cotisations dérisoires, quand elles sont perçues. Et l'on voudrait nous faire avaler leur soi-disant indépendance ?... Il y a une belle lurette que nous savons à quoi nous en tenir sur ce sujet.

Et depuis lors, il y eut des essais de fédérer, de confédérer ces organisations, car il est inutile de rappeler qu'elles n'ont vu le jour que sur le plan de l'entreprise, à l'instigation de qui ? De certains chefs d'entreprises d'abord, puis, ensuite, avec le concours de partis politiques.

Leur action, encore ? Nulle, si non nuisible. Elle ne se manifeste qu'à l'occasion des douloureux conflits comme ceux que nous venons de connaître.

Dès qu'une entreprise était bouclée par la grève, un comité indépendant se formait. Qui en prenait la direction ? Des collaborateurs. Combien cela leur est facile alors de faire une réclame tapageuse, d'inonder les ouvriers de tracts qui ne leur coûtent pas. A qui s'adressent-ils ? Aux non grévistes, bien entendu. « Suivez votre maîtrise, adhérez à notre Amicale, à notre Comité pour 12 fr. par an. Formons ensemble un bloc d'auto-défense ». Et passez muscade. Quelques-uns s'y laissent prendre, mais pas pour longtemps. On n'improvise pas la défense des ouvriers en les groupant dans le seul cadre de l'entreprise. Ce n'est pas faire œuvre d'hommes libres, que de désertier le syndicat pour créer un groupement fantôme, en exploitant l'égoïsme de pauvres hommes qui croient servir leur intérêt personnel, en se faisant les plats va-

lets du patronat, pour lui éviter même le spectre de l'organisation qui porte atteinte à des privilèges injustement acquis. Et pourtant, les groupements patronaux existent, et comment ! et puissamment outillés, organisés.

Nous restons nous-mêmes

Vous, les Comitatards, les Amicalistes, les Indépendants et tutti quanti, vous reconnaissez, quand vous êtes dans vos bons jours, que vous êtes créés pour les besoins de la cause, que vous êtes appelés à disparaître le coup dur passé. Vous viendriez bien chez nous, mais voilà, nous ne sommes pas anti, et c'est votre gros reproche. Croyez bien, désolés de vous déplaire, mais ce n'est pas notre genre. La bagarre, ce n'est pas notre doctrine, il s'en faut. Voyez-vous, si avec nos idées nous essayons d'élever notre regard vers les étoiles, au lieu de le courber vers la terre, c'est parce qu'ainsi nous prétendons arriver à construire du solide, du durable, du juste, par des moyens autres que les vôtres. Nous ne voulons pas user à l'égard de ceux qui nous traitent en ennemis, quoique nous tendant la main, des mêmes moyens de coercition. Nous voulons leur montrer, d'abord, par notre attitude et notre cran, que le despotisme n'est pas prêt de régner en maître incontesté dans ce libre pays, nous voulons qu'à vous scandaliser être un attrait pour eux, les élever avec nous en les libérant de toutes les contraintes, même de celles qui se dissimulent sous des lambris dorés.

Notre doctrine, vous la connaissez : c'est aimer et non haïr. C'est ce qui caractérise la C.F.T.C. et c'est sa meilleure garantie de réussite. N'essayez pas de vouloir nous grignoter, vous vous y useriez les dents. Cinquante ans de passé répondent de notre avenir : C.F.T.C. nous sommes et le resterons.

Malgré les difficultés : nous agissons

Quelle a été notre action ? D'envie ? Restreinte ? Les deux. Restreinte, parce que nous n'avons pu retourner l'opinion et éviter une grève... négative ! D'envie, parce que, tout de même, il nous a permis d'éclairer les ouvriers nos frères de travail, sur le conflit actuel, parce que nous avons pu entraîner partout, derrière nous, de nombreux travailleurs qui ne demandent qu'une chose : travailler en paix sans pour autant renoncer à jamais à leurs justes prétentions.

Des précisions, des résultats, demandez-vous ? Voici. Dans les grandes entreprises, rien à faire, ce fut l'autocratie qui régna, quoique le mécontentement fut grand et le vote secret réclamé avec insistance. Dans les petites et moyennes, ce fut tout autre. Là, possibilité de parler, d'informer avec plus de facilité. Les grands ténors de l'agitation dédaignent ces portions congrues, qui ne sont la source que de maigres profits. Qu'on en juge :

Gillet et Larouard, rue Lecourbe, 93 votants. Contre la grève, 73. Pour 18. Nuls 2. Le travail continue.

Société de construction et d'entretien du matériel roulant (Nanterre), 123 votants. Contre 72, pour 27, nuls 24. Le travail continue.

Barriquant et Marre (Arcueil), 190 ouvriers. Présents 177. Absentions 65. Contre 105, pour 6, nul 1. Le travail continue.

Et il en est d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Même chez Renault, il est de petits ateliers qui se sont prononcés contre la grève, mais est-ce que cela compte ? Pous-sière.

La grève étant effective, que nous restait-il à faire ? Théoriquement, nous n'étions pas demandeur, nous ne pouvions prétendre à avoir une part active dans la recherche d'une solution équitable du conflit.

Mais tout d'abord de quelle valeur étaient les motifs invoqués ? Rajustement de salaires ? Et la loi du 4 mars 1936 ? On dénonce bien souvent des abus de toutes sortes. On se requiert de la légalité des lois et conventions collectives en vigueur pour protester hautement et en droit contre les entorses qui y sont faites et on s'empresse, à l'occasion et pour son bon plaisir, à son tour, d'en faire fi... Alors ? Point n'est besoin de tant vitupérer. Signature de la convention collective ? On ergote un peu trop à ce sujet. Ce n'est pas une signature de convention collective qui est à intervenir, mais simplement sa révision. La loi qui régit ces conventions dit qu'elles doivent prévoir suivant quel processus elles pourront être dénoncées ou révisées, et il est regrettable que ce dernier point ne figure pas dans la convention « Métallurgie » qui fut signée en juin 1936 : cela aurait évité des palabres sans fin que cela suscite.

Il y avait bien un moyen de procéder à cette révision : dénoncer la convention collective, mais personne n'a voulu encourir le risque de laisser le monde du travail sans convention dans le cas où la convention nouvelle n'aurait pu être prête à la date d'échéance de la précédente.

Cette révision ne pouvait donc se faire qu'après accord facile des parties intéressées sans qu'il y ait obligation. Cela pouvait se faire sans doute, mais les projets du Gouvernement, tendant à normaliser par voie législative les clauses principales des conventions, n'incluaient guère à poursuivre une ré-

vision qui pourrait se trouver modifiée rapidement par le vote de ces projets.

Et pour expliquer la hâte avec laquelle cette révision était demandée, il faut connaître les prétentions de certains en matière d'embauchage et de débauchage. Si une certaine réglementation est souhaitable, de là à un monopole, il y a une marge et nous n'entendons pas nous laisser plumer.

Ces deux points précisés qu'avons-nous fait pour apporter notre contribution à la recherche d'une solution équitable du conflit ?

Dès le 25 mars nous écrivions au Ministère du Travail la lettre suivante pour faire connaître notre position :

Paris, le 25 mars 1936.

Monsieur RAMADIER,
Ministre du Travail,
Ministère du Travail,
127, rue de Grenelle, Paris (VII^e)

Monsieur le Ministre,
Les événements qui, depuis hier, ont pour théâtre les entreprises métallurgiques de la région parisienne, nous laissent craindre qu'ils évoluent en portant de gros préjudices à la classe ouvrière.

Les demandes qui sont à la base de ces conflits (hâter la révision des conventions collectives, rajustement de salaires) ne doivent pas, à notre sens, être prétextes à mouvements qui ne peuvent que troubler singulièrement l'atmosphère dans laquelle se poursuivent ces conversations.

Aussi, nous regrettons, Monsieur le Ministre, que les demandes que nous avons formulées à différentes reprises pour participer aux travaux des Commissions Mixtes n'aient pas été prises en considération.

En vue de donner plus de garantie à ces conventions, que nous souhaitons révisées, le plus tôt possible, nous espérons que vous tiendrez à nous convoquer régulièrement à ces Commissions, nous permettant ainsi de faire valoir l'intérêt de nos mandants.

Dans cette attente, avec nos remerciements anticipés,

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Secrétaire-Délégué :

J. GERSTEL.

Le Secrétaire Général :

L. LÉONARD.

Point de réponse.

Le 1^{er} avril, démarche au Ministère du Travail, sous la conduite de J. PÉRES, secrétaire confédéral-adjoint, où nous sommes reçus par M. CHAILLÉ. Nous protestons contre la façon arbitraire suivant laquelle ces mouvements prirent naissance et nous insistons pour que les Pouvoirs Publics prennent l'initiative de l'organisation de référendum secret. Le représentant du Ministère ne nous cache pas les difficultés rencontrées et laisse espérer une solution rapide de ce conflit en le soumettant aux procédures de conciliation et d'arbitrage.

Les grèves s'étendant, nous écrivons à nouveau le 11 avril au Ministère du Travail.

Paris, le 11 avril 1936.

Monsieur RAMADIER,
Ministre du Travail,
Ministère du Travail,
127, rue de Grenelle, Paris (VII^e)

Monsieur le Ministre,

A multiples reprises, nous avons demandé à être régulièrement convoqués aux délibérations des Commissions Mixtes qui auraient à connaître de la révision des conventions collectives actuellement en vigueur.

Aujourd'hui, nous assistons à des grèves s'aggravant chaque jour, déclinées, dit-on, pour appuyer :

1^o un rajustement de salaires ;

2^o réclamer la signature immédiate des conventions collectives.

Nous sommes opposés aux grèves actuelles, que les deux raisons ci-dessus ne justifient pas, parce que :

1^o Un rajustement de salaires peut s'obtenir par le jeu de la loi du 4 mars 1936.

2^o Il n'y a pas à intervenir actuellement de conclusions et signatures de conventions collectives : leur seule révision étant en cause.

Aussi, afin de défendre les intérêts de nos mandants de jour en jour plus nombreux, ainsi que ceux d'un grand nombre d'ouvriers qui n'acceptent pas la situation que certains tentent de leur imposer, nous vous demandons, Monsieur le Ministre, de nous convoquer régulièrement aux Commissions Mixtes qui seront appelées à réviser les conventions collectives actuellement en vigueur.

Dans l'attente d'une réponse favorable et avec nos remerciements anticipés,

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Le Secrétaire-Délégué :

J. GERSTEL.

Point de réponse.

Le 13 avril, nouvelle démarche au Ministère du Travail, sous la conduite de MM. MECK et PEISSET, défenseurs du syndicalisme chrétien à la Chambre. Nous protestons à nouveau. M. RAMADIER ne semble pas comprendre exactement le but de notre démarche, car il nous fait cette réponse stupéfiante qui ne cadre guère avec ses déclara-

tions à la Chambre lors de la discussion de la loi du 4-3-36 :

« Messieurs, si vous êtes en conflit avec vos patrons, demandez la réunion de la commission départementale ou vous serez convoqués. »

Ce qui valut au Ministère du Travail une énergique mise au point de M. PEISSET qui situa nettement notre position dans ce conflit en demandant que les Pouvoirs Publics fassent œuvre d'autorité.

La réponse ? M. RAMADIER n'est pas plus enchanté que nous d'assister au développement de ce conflit. Il espère que la procédure de conciliation et d'arbitrage, accélérée dans la mesure du possible, ramènera tout dans l'ordre rapidement.

« Le vote secret, dit-il, quand la grève est effective, il faut la subir. La théorie, c'est bien, la réalité c'est tout autre chose. »

Enfin, espérons qu'à l'avenir, la réglementation de la grève qu'un décret-loi va instituer viendra mettre un terme à des menées dont les ouvriers ne retirent aucun bénéfice.

Les sentences arbitrales

Jusqu'ici, les sentences arbitrales rendues à la suite de demandes de rajustements de salaires étaient appliquées sans distinction à la « Métallurgie » comme à l'aviation. Aujourd'hui, il a fallu trois sentences rendues par le même sur-arbitre, M. Jacomet, pour mettre un terme au seul conflit des industries aéronautiques, sentences du même arbitre rendues à quelques jours d'intervalle. Elles accordent 0 fr. 75 de rajustement horaire, et, fait sans précédent, l'augmentation de la durée légale de la semaine de travail sans majoration des heures supplémentaires. Nous ne pouvions restés indifférents devant une telle décision. Nous protestâmes près de M. Ramadier sur cette façon de faire au cours de l'entrevue que nous eûmes avec lui le 13 avril et, dès que la première sentence Jacomet fut connue, nous écrivions au sur-arbitre dans les termes suivants :

Paris, le 14 avril 1936.

Monsieur JACOMET,
Secrétaire Général
de la Défense Nationale,
Sur-arbitre dans les conflits
des usines nationalisées,
rue Saint-Dominique, Paris.

CONFLIT DES USINES
D'AVIATION
NON NATIONALISÉES

Monsieur le Sur-arbitre,

Nous venons, au nom de nos camarades adhérents du Syndicat Chrétiens des ouvriers de la Métallurgie de la région parisienne, affilié à notre Fédération et la C.F.T.C., exprimer leur point de vue dans le conflit actuel.

Conformément à une position, depuis longtemps prise par nos organisations, nous désirons voir le salaire des travailleurs de la Métallurgie adapté au niveau du coût de la vie, mais nous exprimons le regret que, dans la situation présente, le conflit ait été déclenché sans que les procédures légales sur la conciliation et l'arbitrage aient été appliquées.

D'autre part, ayant pris connaissance de la sentence arbitrale que vous avez rendue pour les industries aéronautiques nationalisées, nous vous exprimons notre surprise concernant une innovation qui va à l'encontre des usages depuis longtemps établis et des dispositions de la plupart des conventions collectives.

En effet, il était attendu jusqu'à maintenant, que les heures supplémentaires accomplies au delà de la durée normale du travail étaient majorées suivant un coefficient qui variait en fonction des moments où ces heures étaient accomplies.

Par votre sentence, vous avez, d'une part, augmenté les salaires horaires de : 0 fr. 75 et, d'autre part, décidé que désormais, les travailleurs accompliraient 45 heures par semaine, les 5 heures accomplies au delà de la durée légale du travail étant payées au même taux que les heures normales.

Nous faisons les plus expresses réserves sur cette décision qui peut être lourde de conséquences pour l'ensemble des travailleurs ; ces réserves ont été exprimées hier à Monsieur le Ministre du Travail.

Chargés de la défense des intérêts d'une fraction importante des ouvriers de la métallurgie de la région parisienne, nous attirons votre attention sur les inconvénients qu'il y aurait à reprendre une formule identique pour la sentence arbitrale des industries aéronautiques non nationalisées, que vous avez actuellement à l'étude.

Dans l'espoir que vous voudrez bien prendre en considération ce qui précède et nous tenant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Sur-arbitre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Secrétaire-Délégué :

Jean PÉRES.

Ces sentences par les avantages qu'elles accordent, pouvaient nous faire craindre, qu'une fois de plus, notre action dans la légalité se verrait réduite à néant, justifierait, envers et contre tous, le recours à la force au mépris des lois existantes.

Il apparaît aujourd'hui, que les grévistes de chez Citroën ont perdu près de 160 heures de salaires pour rien. La sentence Giraud re-

commande simplement l'ajustement des salaires des ouvriers travaillant pour la défense nationale sur les mêmes bases précisées par les sentences Jacomet. Pour les autres métallurgistes, les attendus de la sentence déclarent injustifiée, eu égard à la loi du 4-3-36, toute demande de rajustement de salaires. Ceux-ci ne pourront l'être qu'au cours de la révision de la convention collective sur les bases de la variation des indices officiels du coût de la vie depuis le 24 décembre 1937 soit : 3,67. Nous ne voulons tout de même pas rester en arrière, avant que ne soit connu le résultat de l'arbitrage Giraud et dès que nous avons connu la désignation de ce sur-arbitre, désireux de réserver les droits de la famille, méconnus depuis trop longtemps, nous lui avons adressé la lettre suivante :

Paris, le 16 avril 1936.

Monsieur GIRAUD,
Directeur Général
des Travaux Publics de Paris,
98, quai de la Rapée, Paris (XII^e)

CONFLIT DES USINES
DE LA MÉTALLURGIE

Monsieur le Sur-arbitre,

Nous venons d'apprendre votre désignation comme sur-arbitre dans le conflit de la métallurgie de la région parisienne et, au nom de nos adhérents du Syndicat Chrétien des ouvriers de cette région, affiliés à notre Fédération, nous tenons à vous exprimer nos sentiments à cet égard.

En plus des réserves que nous avons formulées à M. Jacomet, sur-arbitre dans le conflit des industries aéronautiques, réserves portant sur le mode de paiement des heures supplémentaires et que vous trouverez dans le double de la lettre ci-joint, nous attirons votre attention sur les points suivants :

— Nous regrettons que jusqu'à maintenant les rajustements de salaires aient porté exclusivement sur ceux-ci. Depuis toujours nous nous sommes prononcés pour un rajustement automatique des allocations familiales et, aujourd'hui, nous aimerions qu'en regard de celles-ci, à l'exemple de certains arbitrages, que l'on crée une allocation spéciale destinée à venir en aide aux familles dont la mère reste au foyer.

Ainsi serait réparée une injustice contre laquelle, depuis longtemps, à multiples reprises, nous nous sommes élevés.

Dans l'espoir que vous tiendrez compte de notre demande et à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Veillez agréer, Monsieur le sur-arbitre, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le Secrétaire du Syndicat
Parisien :

J. GERSTEL.

Le Secrétaire Fédéral :

J. BOTTIN.

Nous n'avons pas, certes, obtenu satisfaction. Devons-nous désespérer ? Non. Par nos demandes répétées, préparons l'opinion et faisons avancer cette idée qui nous est chère et que nous ne désespérons pas de faire aboutir.

« Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer » a dit le philosophe. Armons-nous de courage, de ténacité pour militer avec plus de cœur que jamais et soyons assurés que le triomphe de l'esprit qui nous anime sera la juste récompense de nos longs et patients efforts.

Conclusion

Sommes-nous dans la bonne voie ? Arriverons-nous jamais à nous faire entendre tel que nous le voudrions ?

Certes, nous n'avons pas l'oreille des Pouvoirs Publics comme d'aucuns et notre sérieux n'a pas l'heur de plaire à la masse qui écoute trop facilement des démagogues faciles, en rechignant toutefois ; les derniers événements nous en ont donné la preuve.

Que nous reste-t-il à faire ? Intensifier notre propagande à laquelle tous nos militants se donnent sans compter. Informer la classe ouvrière dans son véritable rôle qu'elle a à jouer en la mettant en garde contre des mouvements comme celui-ci qui ne lui est d'aucun profit.

Former des cadres conscients des responsabilités qui leur incombent, qui sauront approfondir les problèmes délicats que sont les rapports constants du travail et du capital tout en recherchant les solutions que commandent les nécessités de l'heure. En un mot, faire de chaque ouvrier un syndicaliste averti et du Syndicat un organisme qui travaillera utilement à l'avènement d'un ordre nouveau qui ne connaîtra plus le retour d'actes qui ne peuvent que discréditer dangereusement la classe ouvrière.

Jean GERSTEL,
Secrétaire délégué
du Syndicat ouvrier
de la métallurgie parisienne.

Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.